TUNISIE

Sept militaires assassinés par leur camarade dans une caserne

Un caporal de l'armée tunisienne a tué lundi sept de ses camarades avant d'être abattu dans une caserne de Tunis, où les autorités privilégiaient la piste d'un «acte isolé» et non terroriste, le tueur ayant des problèmes familiaux et psychologiques.

La fusillade «a causé le décès de sept militaires et la mort de l'auteur. Dix militaires ont été blessés, un étant dans un état grave», a dit le porte-parole du ministère de la Défense, Belhassen Oueslati, lors d'une conférence de presse. Le caporal «a attaqué un collègue avec un couteau et a pris son arme puis a tiré sur ses camarades qui étaient en train de saluer le drapeau», a dit M. Oueslati. D'autres soldats sont alors intervenus et ont tué le caporal.

Le sous-officier qui n'a pas été identifié «avait des problèmes familiaux et psychologiques"», pour cette raison il avait été «interdit de port d'armes» et «transféré à un poste non sensible», a encore expliqué le porte-parole, en évoquant un «acte isolé».

Plus tôt, le ministère de l'Intérieur avait pour sa part exclu la piste d'un attentat commis par la mouvance jihadiste.

«L'incident qui a eu lieu à la caserne de Bouchoucha n'est pas lié à une opération terroriste», a affirmé à l'AFP le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Mohamed Ali Aroui.

M. Oueslati s'est voulu moins catégorique. «Les investigations vont montrer s'il s'agit d'un acte terroriste ou pas», a-t-il dit assurant que «toutes les hypothèses» allaient être vérifiées. Vers 8h45, une journaliste de l'AFP a entendu deux rafales près de la caserne de l'armée de Bouchoucha, située au Bardo, non loin du Parlement et du musée qui avait été visé mi-mars par une attaque revendiquée par le groupe Etat islamique (EI) ayant fait 22 morts dont 21 touristes.

Peu après, un journaliste de l'AFP a vu une ambulance sortir sirène hurlante de la caserne de l'armée nationale.

Photo :DR

La caserne Bouchoucha, lieu de la fusillade.

La Brigade antiterroriste (BAT), unité d'élite du ministère de l'Intérieur, a été déployée sur les lieux, selon un photographe de l'AFP. Des policiers avec des chiens patrouillaient dans ce quartier résidentiel où se trouvent deux autres casernes de la police et d'autres bâtiments officiels ainsi qu'un centre de détention. Ils inspectaient notamment les véhicules garés à proximité, selon la même source.

La Tunisie est sur le qui-vive depuis l'attentat contre le musée du Bardo commis par deux jeunes terroristes tunisiens, de crainte de nouvelles attaques dans la capitale et dans les zones touristiques du pays à l'approche de l'été. Depuis la révolution de janvier 2011, le pays fait face à l'essor d'une mouvance jihadiste armée, en particulier à la frontière avec l'Algérie où des heurts réguliers ont lieu entre hommes armés et militaires. Quelque 70 soldats et policiers ont été tués ces quatre dernières années dans des affrontements et des embuscades, la majorité dans la région du mont Chaâmbi (centre-ouest) où se trouve le principal maquis jihadiste en Tunisie.

Par ailleurs, la Tunisie est confrontée au chaos grandissant en Libye voisine où des groupes armés s'affrontent depuis des mois, permettant notamment l'émergence de l'EI dans ce pays. Ainsi, les deux assaillants du musée du Bardo avaient été formés aux armes en Libye. La frontière tuniso-libyenne, en plein désert, est par ailleurs très poreuse et les trafics en tous genres s'y sont développés ces dernières années. Des saisies d'armes y ont lieu sporadiquement. La Tunisie, qui a tenu fin 2014 ses premières élections législatives et présidentielle libres, fait figure de dernier espoir de réussite du printemps arabe, les autres pays ayant connu des soulèvements en 2011 ont sombré dans le chaos ou la répression.

CRISE MALIENNE

M. Mongi convaincu que la CMA finira par signer l'accord de paix

Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Mali, chef de la Minusma, Mongi Hamdi a dit hier garder «la conviction» que la «raison allait l'emporter»pour que l'autre partie de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) puisse signer dans «les plus brefs délais» l'accord de paix et de la réconciliation, issue du processus d'Alger.

«Nous gardons l'espoir et la conviction que la raison va l'emporter pour que la CMA puisse, en fin de compte, signer l'accord de paix et de la réconciliation, dans les plus brefs délais, pour rétablir la paix et la stabilité au Mali», a indiqué M. Mongi, au terme de l' audience que lui a accordée le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra.

L'accord de paix et de réconciliation au Mali avait été signé le 15 mai à Bamako par les parties maliennes au dialogue pour le règlement de la crise dans le nord du pays. Le document avait été signé par le représentant du gouvernement malien, les mouvements politico-militaires du nord du Mali engagés au sein de la Plateforme d'Alger et par l'équipe de la médiation internationale conduite par l'Algérie, ainsi que par deux composantes sur cinq que compte la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), à savoir la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA), la CM-FPR2 (Coordination des Mouvements et Fronts patriotiques de résistance).

Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (dissident), autre composante de la CMA, avaient cependant paraphé, le 14 mai à Alger, l'accord de paix et de la réconciliation. M. Mongi a ajouté qu'il «n'y avait pas d'autres choix que celui de la logique de la paix» pour la résolution définitive de la crise malienne en vue du rétablissement de la stabilité dans ce pays et dans la région.

Le chef de la Minusma a salué, par ailleurs, les efforts soutenus de l'Algérie, notamment de son président de la République, Abdelaziz Bouteflika, dans le dénouement de cette crise. De son côté, M. Lamamra a indiqué que le défi actuellement résidait en la signature de l'accord par l'autre partie de la CMA, ainsi que sa mise en œuvre concrètement sur le terrain. «Il n'y a pas d'alternative à la paix au Mali et je crois que dans les prochaines semaines, tout le monde sera mis devant ses responsabilités, en vue de réaliser notre objectif de paix et de stabilité dans ce pays», a-t-il souligné.

Interrogé sur le début de la mise en œuvre de l'accord, avant sa signature par l'autre composante de la CMA, M. Lamamra a indiqué qu'il n'y avait «aucune condition» au début de travail du comité de suivi de l'accord, précisant que l'accord prévoit une réunion mensuelle de ce comité.

«En fait, la médiation internationale du dialogue intermalien a désigné un groupe d'experts qui s'est réuni à Bamako et a commencé à travailler», a-t-il relevé, précisant qu'«avant le 15 juin, le comité tiendra une séance officielle et lancera ses travaux et nous souhaitons qu'à la même occasion, il sera constaté que la CMA a pris place dans cet effort et cette dynamique».

L'accord de paix et de réconciliation au Mali signé le 15 mai à Bamako a été obtenu après cinq rounds de dialogue, engagé en juillet 2014 sous la conduite de la médiation internationale, dont l'Algérie est le chef de file.

SYRIE

Raids de l'aviation syrienne contre des positions terroristes à Palmyre

L'aviation syrienne a bombardé hier des secteurs de la ville antique de Palmyre (Tadmor) et sa banlieue, au centre du pays, prise jeudi par les terroristes du groupe autoproclamé Etat islamique (EI), a rapporté une ONG faisant état de quatre morts dans les raids et de dizaines de blessés.

«Depuis ce matin, l'aviation du régime a mené 15 raids sur Palmyre et sa banlieue», a affirmé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), soulignant la mort «d'au moins quatre morts parmi les civils et des dizaines de blessés».

«Les raids ont visé les secteurs de l'hôpital national et le permiètre où se se trouvent les antiquités gréco-romaines», précise l'ONG.

«Les opérations miltaires y compris les raids aériens, se poursuivent dans le périmètre de la localité al-Sakhné, de Tadmor, des champs d'al-Hel et Arak et toutes les routes qui conduisent vers Tadmor. Nous poursuivons Daesh où qu'ils soient», a précisé une source militaire syrienne qui a confirmé ces raids.

Par ailleurs, les groupes terroristes de (EI) ont exécuté au moins 217 personnes, dont des civils, depuis qu'il s'est emparé il y a neuf jours d'une partie de la province syrienne de Homs qui inclut Palmyre, a rapporté dimanche l'OSDH.

Cette ONG a affirmé détenir des preuves de l'exécution de 67 civils, dont des enfants, et de 150 membres des forces syriennes par des terroristes de l'EI dans plusieurs endroits de la province de Homs depuis le 16 mai.

DIALOGUE INTERLIBYEN

Réunion des chefs de tribus libyennes en Égypte

L'Egypte accueille à partir de lundi une réunion des chefs de tribus libyennes, l'un des ateliers de pourparlers engagés par les Nations, unies pour parvenir à une solution politique dans ce pays en crise depuis 2011.

La société libyenne est constituée, selon des rapports, de 140 tribus différentes, dont certaines ont des prolongements dans d'autres pays voisins.

Le directeurs du comité préparatoire de la réunion, Mohammed Echahoumi, a indiqué que quelque 220 représentants de tribus sont arrivés au Caire, sans toutefois donner plus de précisions sur l'identité des participants, alors que de nombreux chefs de tribus ont refusé de participer à cette réunion, en raison de leur attachement à la tenue d'une telle réunion à l'intérieur du pays.

C'est dans ce sens que le président du Comité des notables libyens pour la Réconciliation, Mohamed el-Mobachir, a affirmé son refus à «toute réunion des chefs de tribus libyennes en dehors des frontières du pays.»

La Libye a deux gouvernements et deux Parlements, depuis que la coalition de milices Fajr Libya a pris le contrôle de la capitale Tripoli et une large partie du pays poussant le gouvernement reconnu par la communauté internationale, ainsi que le Parlement, à s'exiler dans l'est du pays.

Un gouvernement rival s'est autoproclamé à Tripoli, travaillant avec le Congrès général national (CGN, Parlement sortant réinstallé par Fajr Libya).

Pour mettre fin au chaos, la mission de l'ONU pour la Libye (Manul) s'efforce à rapprocher les points de vue entre les protagonistes de la crise, à travers plusieurs processus de consultation, dont celui qui se tient à Alger entre les chefs de partis politiques et des personnalités influentes.

AFGHANISTAN

27 morts dans des affrontements entre les talibans et l'EI

Plus de 27 talibans et d'insurgés fidèles au groupe autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daesh) ont été tués dans la province occidentale de Farah, située à 695 km à l'ouest de Kaboul, au cours des deux derniers jours, a rapporté hier une chaîne de télévision locale.

«Un conflit entre les talibans et les militants de Daesh, qui a éclaté hier soir dans le district de Khak-e-Safid de la province de Farah, a jusqu'ici coûté la vie à 15 insurgés de Daesh et 12 combattants talibans», a rapporté la chaîne Tolo dans son bulletin d'informations.

Les talibans qui veulent que l'EI quitte l'Afghanistan, ont également capturé 12 autres combattants rivaux dans le conflit qui est toujours en cours, a poursuivi la chaîne de télévision. Il s'agit du deuxième conflit rapporté en Afghanistan entre les talibans et l'EI, deux groupes extrémistes anti-gouvernementaux.

L'affrontement précédent, selon les médias, avait eu lieu dans le district de Chaparhar de la province orientale de Nangarhar il y a quelques semaines.